

UN PRINTEMPS ALGÉRIEN OU L'AGONIE

Mars est le mois qui ouvre les portes

Le 8 du mois, mes pensées vont à toutes ces femmes qui ont versé leur sang pour notre liberté à tous. A ces multitudes qui ont pétri la galette, chauffé le café. A ces héroïnes sans lesquelles il n'y aurait pas eu de héros. A nos mères, à nos sœurs, à nos filles qui peuplent aujourd'hui les amphithéâtres des universités, les cours d'école, à ces femmes qui se battent et qui résistent contre l'obscurantisme.

En ces jours de résurrection de la nature, mes pensées vont naturellement à la journée du 19 mars de l'année 1962. Une grande date qui mérite son appellation de Fête de la Victoire. C'est le mois qui a fermé un long hiver, le plus âpre que nous ayons vécu, le plus long de notre histoire, puisqu'il a duré quelque 132 ans !

Ce jour est gravé dans ma mémoire. J'en ai un souvenir très précis. J'étais avec des combattants et quelques cadres de la Wilaya IV. Nous étions dans la région de Sakamody, non loin d'Alger, sur les contreforts qui dominent, à l'est la plaine de la

guérites scrutaient d'autres guérites.

A titre indicatif, la commune de Saint-Pierre-Saint Paul (aujourd'hui Ouled Moussa) comptait une cinquantaine de déchras (hameaux) pratiquement insignifiantes, l'armée française y avait construit 54 postes militaires. Certaines déchras étaient à l'ombre de deux postes parfois. Ils ont tricoté le pays à l'aide de voies de pénétration. Ils ont aménagé des centaines d'aérodromes et de pistes d'atterrissage à travers tout le territoire national. Ils avaient détruit huit mille villages. Toute l'Algérie est devenue une zone interdite. Nos populations étaient

La population algérienne tout entière, à ce moment-là avait cru que le cessez-le-feu c'était la paix. Malheureusement, dans la capitale et les villes importantes, nous en étions encore loin. L'OAS terminait le sale boulot de cette sale guerre.

Mitidja. Cela faisait quelque temps que j'étais revenu clandestinement en Algérie avec un petit groupe de patriotes, grâce à une filière de sympathisants français de notre cause, via Genève et Paris.

Nous nous sommes retrouvés avec le colonel Si Sadek, Slimane Dehilès, qui avait succédé au colonel Ammar Ouamrane fin 1956 jusqu'à avril 1957. Comme nous, si Sadek venait de l'extérieur. Étaient également des nôtres, les commandants Omar Oussedik et Charef Moussa, les capitaines Boualem Oussedik et Ali Lounici. Tous des anciens patriotes de la Wilaya IV, ainsi que Mohamed Aïtisi qui, lui, venait de la Wilaya 1.

Comme tout le monde, c'est par le son nasillard d'un transistor que nous avons appris par la voix fluette du Président le soir du 18 mars, l'aboutissement des négociations et la signature des accords d'Evian.

Je me souviens comme si cela s'était passé hier, de l'enfer que nous avons vécu la matinée du 19 durant. A croire que l'armée colonialiste avait décidé d'épuiser tous ses stocks d'armement avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Elle avait allumé dans le ciel et sur terre un brasier démentiel. L'aviation qui tapissait montagnes et talwegs de bombes, projetant dans les airs des tonnes de terre qui retombait comme des pluies volcaniques, l'artillerie qui excavait les coteaux explosant les arbustes qui s'enflammaient... Le colonialisme déversait ses dernières barriques de fiel. Puis brutalement, on aurait dit que le monde alentour s'était éteint. Un silence à couper le souffle se fit... Puis le premier son que j'entendis c'était le chant des oiseaux. Ils étaient les premiers à saluer la paix. Comme saisis d'une paralysie du sommeil, seuls nos yeux se cherchaient. C'est, je crois, le plus beau de tous les silences qu'il m'ait été donné d'apprécier. Midi pile ! Le carnage avait cessé. Si Sadek s'adressant à quelques moussebiline les invita à se diriger vers Médéa. Une voix lui dit : «Mais... si Sadek, l'armée, les postes, les guérites... Les français.»

- Suivez-moi, leur répondit-il, je connais l'armée française, j'y ai servi... Midi moins une, ils ne te ratent pas. Midi pile, c'est l'arme au pied. Terminé !»

Les gens ont soufflé. Nous sortions d'une guerre de sept ans et demi. La France colonialiste nous avait livré une guerre totale. Elle avait quadrillé les djebels. Elle avait implanté des postes militaires partout, dans les plaines et les montagnes à chaque entrée et sortie d'agglomération, sur toutes les collines où le moindre des reliefs, des

regroupées dans des camps de regroupement, un euphémisme qui cache sous ses oripeaux l'incarcération de plus de 2 250 000 personnes, soit environ un tiers de la population rurale générale du pays et dont plus de la moitié d'enfants. Parqués telles des bêtes derrière des murs de barbelés, à l'ombre des miradors, avec des gardes chiourmes qui avaient droit de vie et de mort sur les femmes, les enfants et les vieillards. En 1959, Michel Rocard, alors inspecteur des finances, avait remis un rapport au délégué général Paul Delouvrier, dans lequel il faisait état de la mort de plus de deux cent mille personnes. Toujours selon le rapport, il mourait approximativement 500 enfants par jour ! Les lignes Morrice et Challe avaient clôturé hermétiquement les frontières est et ouest du pays. Un million d'hectares de forêts a été bouffé par le napalm. De l'autre côté, dans les pays voisins aux indépendances encore fragiles, nous ne pouvions plus passer. Ils ont utilisé toutes les armes. Je dis bien toutes les armes qui existaient à cette époque, si on excepte la bombe A. Et tenez-vous bien, après tout cela, devant un tel désastre que seule la haine peut produire, il s'en trouve qui soutiennent encore que de Gaulle nous a octroyé l'indépendance. Quel cadeau !

La population algérienne tout entière, à ce moment-là avait cru que le cessez-le-feu c'était la paix.

Malheureusement, dans la capitale et les villes importantes, nous en étions encore loin. L'OAS terminait le sale boulot de cette sale guerre. Un massacre délirant des populations civiles sans défense. Parce que l'OAS voulait remettre en question les accords d'Evian et provoquer l'irréparable en faisant réagir les populations algériennes contre les pieds-noirs et rendre caducs les accords de cessez-le-feu pour permettre l'intervention de l'armée française. Il ne faut jamais perdre de vue que cette dernière menaçait encore le 24 juillet 1962, soit près de trois semaines après la reconnaissance par Paris de la République algérienne, d'intervenir «directement pour protéger ses nationaux» (!!!).

Mais nous ne sommes pas restés longtemps au maquis mes compagnons et moi.

J'avais le plus grand des respects et des considérations pour tous ces hommes qui sont restés à l'intérieur au moment des grandes opérations dévastatrices, voulues par de Gaulle et menées par Challe en 1958-1959-1960. Ces hommes ont fait leur devoir. Avant de rallier Alger, j'ai expliqué à tous

que malgré le cantonnement des troupes de l'Armée de libération dans les lieux où ils se trouvaient au moment du cessez-le-feu, ainsi que prévu par les accords d'Evian, et vu que la lutte se déroulait dans les centres urbains contre les nervis de l'OAS, nous nous sentirions plus utiles à Alger aux côtés des populations livrées à elles-mêmes et à la terreur des ultras partisans de l'Algérie française. De sinistres nouvelles nous parvenaient quotidiennement. Chaque matin apportait son macabre «body-counting». Il y avait des jours où l'on dénombrait plus de cinquante morts et un cortège de blessés qui se comptait parfois par centaines.

La proposition d'aller en découdre avec l'OAS a été accueillie avec joie par tous. C'est ainsi que nous avons résolu d'entrer à Alger et de réorganiser la Zone autonome qui avait été décimée par ce que Jacques Prévost, journaliste de France 5 (Radio Alger) a improprement appelé «La bataille d'Alger». Je dis improprement car en fait de bataille, l'armée française a eu les mains libres, après avoir reçu des politiques les pleins pouvoirs d'opérer en dehors de tout cadre légal, pour commettre les pires exactions de son histoire déjà sanglante.

Nous sommes entrés à Alger pour organiser la défense citoyenne de la capitale. Pourquoi citoyenne car pour nous, il s'agissait d'organiser les populations. Nous ne pouvions pas prendre le risque d'une confrontation directe avec l'OAS et de jouer de la gâchette avec ses tueurs qui, quotidiennement, organisait leurs rodéos meurtriers. Cela aurait immanquablement mis en péril les récents accords d'Evian. Si notre action partait en vrille, ce serait donner l'occasion à l'armée française de remettre le couvert, d'autant que bien de ses officiers se sont découvert des qualités de putschistes qui ne demandaient qu'à s'exprimer.

L'opinion algérienne et française avait encore en mémoire l'épisode peu glorieux du «pouvoir insurrectionnel (qui) s'est établi en Algérie par un pronunciamiento militaire... un quarteron de généraux à la retraite... partisans, ambitieux et fanatiques», etc.etc, d'avril 1961. Tentative de coup d'Etat qui avait ébranlé la cinquième République instaurée elle-même par le golpe du 13 mai maquillé en «retour de l'enfant prodigue», mais cela est une autre histoire. Pour rejoindre Alger, nous étions accompagnés

Aux termes des accords d'Evian, les troupes de l'ALN devaient rester dans les cantonnements qui étaient les leurs au 19 mars à 12 heures. Mais comme nous étions rentrés clandestinement, nous avons fini progressivement par mettre les Français devant le fait accompli et devenir incontournables.

par Si Mohammed Berrouaghia, qui nous a mis en contact avec les militants, il est vrai peu nombreux, mais toujours aussi efficaces et dévoués à la cause.

Aussitôt dans la capitale, j'ai évidemment averti le GPRA. Je l'ai informé que j'étais là pour réorganiser Alger en zone autonome, comme elle avait existé déjà sous Abane et Ben M'Hidi.

Mais si, comme l'écrit Ben Khedda, dans son livre intitulé «Abane-Ben M'Hidi, leur apport à la Révolution algérienne», la première Zone autonome instituée par le Congrès le 14 Soummam en août 1956, a fonctionné, sous le commandement du redoutable Yacef Sadi, comme un appareil de combat de premier plan, sa mission en 1962 ne pouvait plus être la même, en ce sens que les données politico-militaires avaient évolué et des accords liaient désormais le GPRA et l'ancienne puissance colo-

Par le Commandant Azzedine



nisatrice. En 1956-1957, la ZAA était une super-wilaya car elle était celle du CCE puisqu'il y siégeait. Maintenant elle se devait de préparer Alger à devenir la capitale de l'Etat algérien restauré et le siège des institutions de la République algérienne.

Pour la nouvelle ZAA, il s'agissait : comme me l'a indiqué le président du GPRA : primo de défendre les populations contre l'hystérie criminelle des tenants de l'Algérie française.

Secundo éviter coûte que coûte que les provocations n'entraînent une riposte qui amènerait les Algériens à descendre sur les quartiers français. Par conséquent, protéger les accords d'Evian.

Tertio, en collaboration avec l'exécutif provisoire du Rocher-Noir, et les autres institutions comme la préfecture ou les différents corps de sécurité, particulièrement la gendarmerie, préparer les conditions et les meilleures qui puissent être, pour la tenue du référendum d'autodétermination prévu pour le 1^{er} juillet.

Nous considérons que le GPRA était la seule autorité légale et légitime car il émanait du CNRA et il en était l'instance exécutive depuis la disparition du CCE. Il était avec le CNRA les seuls dépositaires de la légitimité révolutionnaire.

Pour mieux comprendre la situation qui prévalait au plan politique en mars 1962, permettez-moi de revenir en arrière jusqu'à la session du CNRA qui s'était déroulée dans la capitale libyenne le 27 août 1961. Un conflit latent agissait, déjà, les relations entre le GPRA et l'Etat-major général dont j'étais membre. Il faut dire que Boumediène,

Kaïd Ahmed, Ali Mendjeli et moi qui constituions cet Etat-major depuis janvier 1960, étions soudés comme les doigts de la main.

«L'affaire du lieutenant Gaillard», dont nous avions abattu l'avion dans la région de Mellègue dans la zone frontalière de l'Algérie, a attisé, en quelque sorte, les brandons de discorde entre le GPRA et nous.

Cet avion en opération avait bombardé des écoles militaires d'entraînement de nos troupes. Nous l'avions abattu et son pilote s'étant éjecté, nous l'avions capturé et mis au secret. Les autorités tunisiennes, pressées par Paris, avaient demandé au GPRA de leur remettre notre prisonnier.

Bien entendu, charbonnier étant maître chez soi, les Tunisiens ont demandé au GPRA le transfèrement de l'officier français. Nous nous sommes opposés à l'impératif de notre gouvernement. Avec le temps, je dois avouer que nous avions tort sur toute la ligne.